

Déclaration de la société civile en Afrique

À qui profite la modernisation de l'agriculture africaine?

L'agriculture africaine a besoin de soutien et d'investissement. De nombreuses initiatives venant du Nord affluent, notamment la "Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique" lancée par le G8 et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA).

Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), ce qui leur confère une apparence de légitimité.

Mais qu'y a-t-il derrière ces investissements et qui est censé en bénéficier ?

La vague d'investissement actuelle émerge dans le contexte d'une crise mondiale toujours plus menaçante, qui touche tous les domaines : finance, économie, alimentation, énergie et écologie. L'Afrique est considérée comme insuffisamment performante mais en possession de ressources de grande valeur que le capital recherche pour en tirer profit. La Banque mondiale et autres nous disent que l'Afrique dispose d'une abondance de terres fertiles et que la structure même de la production africaine est inefficace, parce qu'elle est fondée sur un grand nombre de petites fermes qui produisent principalement pour la famille et pour les voisins'.

L'Afrique est vue comme une nouvelle frontière possible pour faire du profit ; les terres, l'alimentation et les biocarburants sont particulièrement visés. La récente vague d'investissement doit être comprise dans un contexte de consolidation de l'organisation du système alimentaire mondialⁱⁱ sous la domination des grandes entreprises ; ceci est particulièrement vrai dans le secteur des intrants (semences et produits agrochimiques), mais aussi de plus en plus dans la transformation, le stockage, le commerce et la distribution.

Le G8 et AGRA : une nouvelle vague de colonialisme

L'ouverture de marchés et d'espace pour garantir des bénéfices aux multinationales est un objectif essentiel des interventions du G8 et d'AGRA. Tous deux s'appuient sur des partenariats public-privé : les grandes entreprises multinationales de semences, d'engrais et de produits agrochimiques décident des programmes, et les États (comme le G8, la Banque mondiale et autres) et les institutions prétendument philanthropiques (comme AGRA, la Fondation Rockefeller, la Fondation Melinda et Bill Gates, etc.) mettent en place les mécanismes institutionnels et les infrastructures permettant de réaliser ces programmes.

Les multinationales comme Yara, Monsanto, Syngenta, Cargill et tant d'autres, veulent des marchés sûrs pour leurs produits en Afrique. La sécurité signifie d'abord de protéger les savoirs qui leur appartiennent, en imposant une protection de la propriété intellectuelle. Partout en Afrique, une soi-disant "harmonisation" des lois et des politiques est en cours, pour aligner les lois et les systèmes propres à l'Afrique sur les intérêts des multinationales.

L'harmonisation des lois sur le commerce implique d'ouvrir les frontières sur tout le continent afin de libérer le commerce. Mais ce commerce est faussé : il favorise le secteur "formel" des

marchandises et des services qui ont subi les procédures de certification et d'enregistrement. Les petits agriculteurs et autres producteurs de marchandises et de services qui ne peuvent se permettre d'entrer dans le système officiel de certification se trouvent marginalisés et le commerce de leurs produits devient illégal.

La propriété privée des savoirs et des ressources matérielles (par exemple les semences et le matériel génétique) signifie que les droits de propriété (royalties) échappent à l'Afrique et passent aux mains des multinationales. Dans certains pays où les lois protégeant les intérêts des grandes entreprises sont bien établies, comme en Afrique du Sud, les multinationales ont réussi à occuper entièrement le secteur national des semences et celui des produits agrochimiques, et le pays voit s'échapper les bénéfices. Le même processus se répète dans le domaine des services agricoles, le commerce, la production et même la vente des denrées alimentaires.

Les entreprises privées n'agissent pas seules. Pour atteindre leurs objectifs, elles exploitent en effet des politiques et des programmes gouvernementaux favorables aux investisseurs.

Le PDDAA et les politiques régionales d'investissement encouragent la mise en œuvre de processus colonialistes bien "ordonnés"

Nombreuses sont les organisations et les personnes bien-intentionnées qui considèrent le PDDAA comme un programme d'investissement fondamentalement africain. Mais l'Afrique n'est pas isolée du reste du monde. Le PDDAA est apparu au moment où le néolibéralisme était mondialement à son apogée, au début des années 2000. Les gouvernements africains étaient empêtrés dans les conséquences de plusieurs décennies d'ajustement structurel qui ont permis la fuite des ressources africaines, financières et autres, vers le reste du monde. Le Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique (NEPAD) était l'initiative d'un groupe de gouvernements africains pour intégrer l'Afrique dans les flux internationaux de capitaux. L'idée était que cet investissement, à visées lucratives, et la mise en œuvre de conditions le protégeant représentaient pour l'Afrique sa chance de rattraper le reste du monde.

Dans leur besoin désespéré d'aide financière, les gouvernements africains sont prêts à accepter tous les changements nécessaires pour attirer les capitaux dans leur pays. Les multinationales dictent les termes : c'est l'harmonisation, le libre-échange et la protection de la propriété privée, sinon pas question d'investissement. Cela n'a donc pas grand sens de réclamer que le PDDAA soit mis au centre des programmes d'investissement. Le PDDAA lui-même est un instrument de compromis, qui demande précisément les politiques et les programmes préférés des multinationales.

La sécurité alimentaire et la place des grandes entreprises dans l'investissement en Afrique

L'harmonisation, le libre-échange et la création d'institutions et d'infrastructures destinées à faciliter la pénétration des multinationales en Afrique sont présentées comme une façon de répondre à l'insécurité alimentaire sur le continent. Les multinationales, les États africains, les États non africains, les institutions prétendument philanthropiques, les institutions multilatérales comme la Banque mondiale et même certaines organisations non-gouvernementales, prennent tous part à ce programme. Tant d'organisations et d'individus peuvent-ils se tromper ?

La logique est la même que celle de la Révolution verte : il s'agit d'introduire des technologies et des systèmes permettant d'augmenter les rendements et les ventes, d'accorder des crédits aux producteurs pour qu'ils puissent avoir accès à ces technologies et de compter sur l'augmentation des bénéfices issus des ventes pour couvrir celle du prix des intrants. Il faut aussi élargir l'accès aux marchés internationaux et régionaux pour absorber l'accroissement de la production.

Ce modèle peut effectivement profiter à quelques-uns, comme les révolutions vertes en Asie et, dans une moindre mesure en Amérique latine, ont pu le montrer. Toutefois il a aussi des conséquences négatives sur le plan social et écologique. Les technologies de la révolution verte profitent à relativement peu d'agriculteurs et les bénéfices se font souvent aux dépens de la majorité. Ces technologies provoquent une concentration de la propriété, augmentent les économies d'échelle (la production doit se faire à grande échelle pour pénétrer dans les marchés et s'y maintenir) et réduisent le nombre de foyers produisant de la nourriture dans un contexte où les autres moyens de subsistance sont limités.

Les inquiétudes écologiques soulevées par les technologies de la Révolution verte sont en train de devenir une priorité mondiale : perte de biodiversité dans des systèmes dominés par les hybrides commerciaux et les semences GM (tout particulièrement le maïs comme culture de base en Afrique, l'introduction du soja pour la production des biocarburants et les techniques de cultures associées utilisées dans l'agriculture commerciale) dégradation des sols et pollution des eaux provoquées par l'usage excessif des produits de synthèse dans les engrais chimiques, manques d'eau causés par le gaspillage de l'eau d'irrigation.

La Révolution verte répartit mal les bénéfices : elle favorise les agriculteurs qui disposent de ressources financières propres, ont accès à davantage de terres et ont eu droit à une éducation formelle. La majorité des petits producteurs pauvres en ressources sont exclus des subventions publiques à l'agriculture ; les infrastructures et les cadres institutionnels sont conçus pour ne profiter qu'à une minorité.

Aujourd'hui, la sécurité alimentaire en Afrique s'appuie essentiellement sur la production familiale et locale. La majorité de la population africaine continue à dépendre de l'agriculture qui constitue une source importante, pour ne pas dire la première, de revenus et d'emploi. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture reste la principale activité économique pour 50 à 90 pour cent de la populationⁱⁱⁱ. Malgré l'augmentation de l'urbanisation, la majorité continuera à dépendre de l'agriculture pour sa survie pendant encore des dizaines d'années. La population rurale poursuit sa croissance en termes absolus, alors même que la population urbaine s'accroît en pourcentage de la population totale.

Nous savons que tous ces gens ne pourront pas tirer de bénéfices de ces nouveaux investissements. Considérés comme moins efficaces que les producteurs qui sont en mesure d'adopter les nouvelles technologies, beaucoup d'entre eux se verront obligés d'abandonner l'agriculture pour devenir des consommateurs passifs. Au lieu de construire une large base de producteurs, les investissements du G8, soutenus par la politique et les ressources des gouvernements africains, vont au contraire réduire cette base.

Les résultats pratiques de la récente envolée des investissements dans l'agriculture africaine dévoilent le vide de la rhétorique de la sécurité alimentaire africaine. Les cas d'accaparement des terres se multiplient de façon manifeste sur tout le continent. D'énormes projets comme le projet ProSavana au nord du Mozambique chassent les petits exploitants de leurs terres et imposent

des structures de production à grande échelle destinées à l'exportation. Des conditions favorisant les investisseurs (notamment les zones détaxée franchises et les lois concernant le rapatriement des bénéfiques) minent jusqu'aux bénéfiques discutables qu'est censée amener l'augmentation des échanges avec l'étranger. Dans le même temps, les petits exploitants sont privés de leurs terres, qui sont pour eux la seule option réaliste de survie. Ce sont les gouvernements africains et leurs "partenaires" en investissement qui rendent possible la réalisation de tels projets.

Alternatives

En tout premier lieu, il faut absolument adopter des stratégies différenciées pour que soient reconnus et soutenus avec conviction les marchés locaux et informels, les techniques agricoles éprouvées qui utilisent peu d'intrants mais sont écologiquement durables, notamment l'association des cultures, la production de compost à la ferme, les systèmes d'agriculture mixte (élevage, production végétale et arboriculture) la production et l'utilisation de biocarburants à la ferme et les technologies de transformation et de stockage intermédiaires. L'accent est alors mis sur la sécurité alimentaire individuelle et familiale d'abord, le commerce provenant des surplus existants. L'Évaluation internationale des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) avance à cet égard des propositions détaillées et justifiées d'un point de vue scientifique.

Les technologies libres (open source) constituent un principe essentiel. C'est le cas en particulier dans le domaine des semences, où toutes les avancées technologiques récentes reposent sur 10 000 ans d'expérimentation et de partage collectifs. Personne, ni individu ni grande entreprise, ne devrait avoir le droit de privatiser les résultats de la recherche actuelle. Les sociétés peuvent vendre leurs nouvelles variétés mais une fois vendues, elles doivent être remises au fonds génétique commun que toute personne doit pouvoir utiliser et améliorer à sa guise.

Le développement technologique de la Révolution verte creuse un fossé toujours plus profond entre la conception et l'exécution, c'est-à-dire entre le savoir qui permet de produire une nouvelle variété de semence et ceux qui vont utiliser cette semence. L'une des alternatives fondées sur les technologies open source serait d'établir une relation de travail beaucoup plus étroite entre des techniciens décentralisés et les producteurs, pour définir les priorités de la recherche et du développement (quels caractéristiques recherchent les agriculteurs pour tel ou tel endroit, quelles cultures il faut continuer à développer en priorité, etc.). Les phytogénéticiens peuvent toujours faire des bénéfices en vendant les nouvelles variétés à ceux qui veulent renouveler leurs semences, notamment les agriculteurs commerciaux. Mais si les agriculteurs choisissent de ré-utiliser et d'adapter les semences une fois qu'ils les ont achetées, ils doivent en avoir le droit.

Pour ces raisons nous exhortons le G8, AGRA, le PDDAA et toutes les institutions similaires à:

- reconnaître les différences entre les agriculteurs et s'engager à fournir un accompagnement approprié et résolu à tous les producteurs de vivriers, au lieu de réserver ce soutien à une petite couche de producteurs commerciaux ;
- abandonner les efforts pour faire valoir le caractère privé de la propriété du germoplasme, des techniques et des savoirs agricoles et accepter le fait que tous émanent d'un fonds

commun investir et favoriser le développement des technologies open source en coopération avec les agriculteurs;

- investir dans l'agriculture écologique selon les propositions de l'IAASTD ;
- fonder le financement du développement sur des subventions et des programmes publics et non pas sur la recherche du profit;
- faire en sorte que les petits exploitants, femmes et hommes, soient au centre de toute stratégie d'investissement dans ce secteur. L'importance de la large consultation organisée actuellement par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sur les investissements agricoles responsables (RAI) doit être reconnue. Cette procédure est le résultat de la décision prise en 2011 par le CSA de rejeter le projet de 2010 dit d'investissement responsable en agriculture émanant de la Banque mondiale.

Liste des signataires de la déclaration:

Networks

1. Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA), comprising of the following members: African Biodiversity network (ABN), Coalition for the Protection of African Genetic Heritage (COPAGEN), Comparing and Supporting Endogenous Development (COMPAS) Africa, Friends of the Earth-Africa, Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee (IPACC), Participatory Ecological Land Use Management (PELUM) Association, Eastern and Southern African Small Scale Farmers' Forum (ESAFF), La Via Campesina Africa, FAHAMU, World Neighbours, Network of Farmers'and Agricultural Producers' Organizations of West Africa (ROPPA), Community Knowledge Systems (CKS) and Plate forme Sous Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC).
2. Tanzania Biodiversity Alliance comprising of: ACRA, ActionAid International Tanzania; African Biodiversity Network; African Centre for Biodiversity (South Africa) Bioland; BioRe; BioSustain; Community Water & Environmental Association; (COWEA); CVM/APA (Comunità Volontari per il Mondo / AIDS partnership with Africa); Envirocare; ESAFF; MVIWATA;PELUM; Sustainable Agriculture Tanzania; Swissaid; ANCERT; Tanzania Organic Agriculture Movement and Tushiriki.
3. Alliance for Agro-Ecology and Biodiversity, Zambia Conservation, Zambia
4. People's Dialogue
5. Rural Women's Assembly

Organisations

1. African Centre for Biosafety, South Africa
2. Biowatch, South Africa
3. JINUKUN (Bénin)
4. Surplus People Project, South Africa
5. Women and Resources, Eastern and Southern Africa
6. FoodMattersZimbabwe
7. Kasisi Agricultural Training Centre, Zambia
8. Trust for Community Outreach and Training, South Africa
9. Inades Formation

i World Bank 2009 “Awakening Africa’s sleeping giant: Prospects for commercial agriculture in Africa’s Guinea Savannah zone and beyond”, [Réveiller le géant africain endormi : perspectives pour une agriculture commerciale dans la région de la savane guinéenne et au-delà]. Rapport en anglais du Département de l’agriculture et du développement rural de la Banque mondiale, Bureau régional d’Afrique.

ii McMichael, P. 2009 “A food regime genealogy”, Journal of Peasant Studies, 36: 1, pp.139-169

iii World Bank, “World Databank”, <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>

<http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2013/05/09/regional-integration-key-to-africa-s-future-competitiveness>

<http://www.afdb.org/fr/>

<http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2013/05/09/public-private-collaboration-can-make-africa-globally-competitive>